



Décision n° 2018-239

Décision défavorable à la demande d'avis conforme sur travaux, construction et installations en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP 006 132 18 B0009 Pétitionnaire : LAINE Gaëtan Nature de la demande : construction d'un abri à bois, installation de panneaux solaires et clôture de la parcelle Localisation : vallon du Caïros, Fromegine, section J parcelle 195 commune de SAORGE
--

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, L.341-10, R.331-19, R.331-67 et R.341-10,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-1 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment ses articles 3 et 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14, 18 et 22 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la déclaration préalable DP 006 132 18 B0009 déposée par Monsieur LAINE Gaëtan et enregistrée en mairie de Saorge le 23 mai 2018,

VU l'avis défavorable émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 27 juin 2018,

Considérant que le projet porte sur la construction d'une clôture fixe en poteaux bois et fils électriques autour d'un bâtiment à usage d'habitation et d'un potager en création, ainsi que sur la construction d'un abri en bois de 8 m² destiné au stockage de matériaux et à l'installation de panneaux solaires,

Considérant que la création d'un potager induit la destruction de la végétation naturelle en place et qu'à ce titre, une demande d'autorisation dérogatoire doit être formalisée auprès du directeur du Parc national avant de pouvoir bénéficier du régime spécifique lié à l'introduction de végétaux potagers dans la zone cœur,

Considérant que le bâtiment d'habitation destiné à être enclos avec le potager est un « casoun », que celui-ci est situé en-dehors des hameaux reconnus par la charte et qu'à ce titre, il est identifié par la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du Parc national,

Considérant que l'affectation de ce « casoun » à un usage d'habitation est antérieur au décret n°2009-486 et qu'il convient à ce titre d'autoriser exceptionnellement les travaux destinés à satisfaire cet usage, sous réserve que ces derniers ne portent pas atteinte à la forme architecturale du « casoun » ni au caractère des lieux,

Considérant que la clôture, telle que présentée à la déclaration préalable, ne correspond pas aux clôtures provisoires et enclos fixes en pierres sèches caractéristiques de l'usage agro-pastoral traditionnel des lieux,

Considérant que l'abri en bois constitue une annexe du casoun d'habitation dont la construction n'est pas indispensable au maintien de l'usage de ce bâtiment et qu'il ne correspond pas à l'architecture traditionnelle des remises agricoles du secteur, très souvent en pierres et intégrées à l'ensemble bâti du casoun,

Considérant d'ailleurs qu'une remise agricole existait préalablement dans l'ensemble bâti cadastré section J, parcelle n°195 avant qu'elle ne soit affectée à un usage d'habitation, et qu'en cas de nécessité, celle-ci pourrait être remobilisée au profit d'un usage de stockage,

Considérant que d'autres clôtures privatives et annexes en bois existent dans le cœur du Parc national sans que leur édification ait été régulièrement mise en œuvre et/ou sans que celle-ci ait tenu compte des aspects paysagers et des matériaux traditionnels des lieux, justifiant à ce titre d'adopter une démarche de résorption progressive et d'absence de nouvelle construction,

Considérant que les panneaux solaires permettent d'améliorer l'autonomie énergétique de l'usage d'habitation en réduisant le recours aux énergies fossiles, mais que des implantations alternatives et indépendantes du bâti sont possibles sur les parcelles concernées par le projet,

Décide :

Article 1 :

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis défavorable aux installations et constructions prévues au dossier de déclaration préalable n° DP 006 110 18 P0004, déposé par Monsieur LAINE Gaëtan.

Cet avis défavorable vaut refus d'autorisation de travaux sur la parcelle n°195 section J, commune de Saorge et située dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application du présent avis.

Article 3 :

Le non respect du présent avis expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 28 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER